

DDASS de l'Hérault / CIRDD de l'Hérault	
Formation d'acteurs	Formation continue

"Drogues, dépendances et prévention des conduites addictives: acquisition d'un socle commun de connaissances"

Lieu : PEPA – CIRDD, Montpellier, Date: Décembre 2001-Avril 2002

Organisateur : CIRDD de l'Hérault

Une rapide élaboration du projet

Le Centre d'Information et de Recherche sur les Drogues et les Dépendances (CIRDD) est rattaché à un PEPA (Point Ecoute Parents / Adolescents) qui était déjà auparavant un centre de ressources et de documentation (CRDT) faisant partie de l'organisation SOS Drogue international. Le CIRDD est associé au réseau Toxibase, réseau national français de documentation sur toutes les substances psychoactives composé de 9 centres de documentation et d'information.

Il existait déjà au niveau départemental, depuis plusieurs années, "une approche partagée" sur la formation de formateurs venant des services sociaux, judiciaires ou de maintien de l'ordre. Il s'agissait d'un contrat passé entre l'Etat et le Conseil Général de l'Hérault.

C'est ce qui explique la rapidité dans la mise en place de la formation car la volonté de la MILDT de mettre en place des formations interministérielles était déjà une réalité dans le département. La nouveauté était plutôt sur le fait "d'élargir les politiques de prévention à l'ensemble des consommations addictives et non plus seulement aux drogues".

C'est lors des réunions du comité de pilotage du plan départemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances que la mise en place d'une session interministérielle a été décidée. L'organisation de la formation a été confiée au CIRDD qui "avait déjà l'habitude de travailler" avec le chef de projet.

Les objectifs de la formation définis alors étaient d'accroître les connaissances relatives à la problématique "drogues, dépendances, prévention des conduites addictives" par l'acquisition d'un socle commun de connaissances, d'optimiser les compétences et pratiques professionnelles des acteurs du service public et d'améliorer la cohérence du travail en réseau. L'objectif est de donner une information la plus fiable et la plus actualisée possible pour que les participants puissent la confronter à leurs représentations.

L'action de formation a été établie sur la base de 8 sessions de 2 jours pour 15 participants par session, destinées au personnel des services déconcentrés de l'Etat, aux chefs de projet ville et au personnel chargé de la jeunesse du département de l'Hérault. C'est le manque de disponibilité des participants qui a mené à faire le choix d'une formation sur 2 jours.

"Nous avons eu la liste des correspondants formation des services déconcentrés de l'Etat", qui ont donc été contactés par téléphone ou par courrier. Le but était de connaître les canaux de diffusion, pour ensuite distribuer des plaquettes de formation réalisées auparavant. C'était ensuite, les correspondants qui devaient centraliser les demandes d'inscription.

Finalement, il a été décidé d'ajouter 11 sessions supplémentaires.

Mise en œuvre de la formation

En 2001, 8 modules ont été financés à hauteur de 219 350 F (soit 33 440 euros) par les crédits chef de projet. Pour le moment, 4 sessions ont eu lieu et ont démarré en décembre 2001 et les 4 restantes sont programmées d'ici avril 2002.

"Les formations ont été délocalisées" pour permettre de développer des partenariats locaux, c'est pourquoi des sessions ont été organisées dans des villes comme Béziers, Sète, Castries et Gignac et non pas uniquement dans le CIRDD de Montpellier.

La formation était, à la base, dirigée vers des "décideurs ou des têtes de réseaux mais finalement la majorité des participants étaient des gens de terrain". La demande a été très importante ce qui démontre que ces formations sont "une réponse à un réel besoin sur le terrain".

D'une part, le grand absent était la police nationale qui pourtant au départ s'était montrée très demandeuse (au travers du responsable formation). Les organisateurs ont relancé à nouveau la police nationale qui semble rester intéressée par cette formation. D'autant plus que des Policier Formateur AntiDrogue (PFAD) font régulièrement des demandes de partenariat auprès du CIRDD pour mener leur actions. L'administration pénitentiaire quant à elle n'a pas donné de réponse et la Justice ne s'est mobilisée qu'au travers de la PJJ. Par contre, l'Education Nationale est fortement représentée. Des nouveaux FRAD sont présents comme participants, ainsi que des gendarmes et du personnel de l'armée de terre.

D'autre part les chefs de projet ville ont été contactés mais aucun n'a donné de suite pour le moment, il semblerait que la réalité des maillages institutionnelles diffèrent selon les départements. Même chose pour le Conseil Général qui n'a pas donné de suite. La différence de degré de réponse entre les collectivités territoriales, les villes et les services déconcentrés de l'Etat s'explique peut être en partie par le fait que les directives ministérielles ont préparé le terrain dans les services déconcentrés (c'est notamment le cas pour l'Education Nationale).

Il est important de noter à nouveau que ces formations sont nouvelles, il faut donc un certain temps pour sensibiliser et activer l'ensemble des réseaux de partenaires au niveau départemental.

Sur 68 inscrits aux 8 sessions, 32 personnes sont de l'Education Nationale, 6 de la gendarmerie, 11 de l'école d'application de l'infanterie, 10 des services de l'Etat et des collectivités territoriales et 5 de la Justice. 38 sont de profession médicale, 9 des conseillers techniques, 8 du personnel administratif, 6 des professionnels de la loi, 2 des CPE, 2 des animateurs, 2 des Frad et 1 de profession sociale.

A noter, que la volonté de délocaliser les formations fait que le nombre d'inscrits par sessions et la composition des groupes est très distinct de l'une à l'autre. Par exemple, pour la première session à Montpellier, il y a eu 12 participants dont 5 de l'école d'application de l'Infanterie alors que dans la première session à Béziers, il y a eu 6 participants dont 5 infirmières de l'éducation nationale. Les groupes sont donc plus ou moins importants et plus ou moins hétérogènes.

Pour la sélection des intervenants, le CIRDD s'est servi du fichier répertoire des intervenants disponibles sur le site de la MILDT. Un questionnaire a ensuite été diffusé et systématisé à l'ensemble des intervenants potentiels dans le département. La dernière étape a donc consisté à contacter les intervenants par thèmes. Un professeur d'économie est intervenu sur la géopolitique et l'économie des drogues, un sociologue et un anthropologue sur les représentations sociales, une sociologue (chargée de mission ingénierie sociale au CIRDD de l'Hérault) sur l'apport de données actuelles, un psychiatre sur les comportements d'usage, un FRAD sur l'application de la loi et la coopération et 2 médecins sur la réduction des dommages.

Le but des organisateurs en faisant intervenir des spécialistes "locaux" est de permettre aux participants de repérer des personnes ressources dans le département.

Contribution du Plan Triennal aux résultats

Financement MILDT

"La formation s'appuie sur la proposition de programmation élaborée par la MILDT".

"On est resté très fidèle au socle commun de connaissances".

Distribution de documents MILDT: Livret de connaissances, Synthèse du plan gouvernemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances, le livret "Savoir plus, risquer moins".

Méthode

La session de formation est organisée principalement sur la base de tables rondes et d'ateliers thématiques. Chaque session est animée par un coordonnateur (Mme Andrieu du CIRDD) chargé d'accueillir les intervenants successifs, d'établir le lien entre chaque thématique abordée et de réguler les interventions.

Chacun des stagiaires reçoit un support pédagogique comprenant des articles de référence, des brochures, des textes de lois, un guide méthodologique du partenariat incluant un répertoire des lieux relais de prévention existants dans le dispositif local.

Les sessions démarrent par une évaluation des pré acquis (questionnaire) afin de réaliser ensuite un travail sur des situations vécues par les participants dans leur quotidien professionnel. La formation est basée sur des apports théoriques, un partage des connaissances et la recherche de réponses locales. La session se termine par un bilan de formation.

Un suivi post formation (individuel et institutionnel) est assuré par les organisateurs. "On fait un travail de veille pour continuer à fournir de l'information". "Le but est de développer de la curiosité sur ces questions pour qu'ils manifestent le besoin d'avoir de l'information".

Une évaluation est réalisée auprès des participants sur la qualité de l'action de formation. Il s'agit d'un "questionnaire sur la perception de l'ensemble de ce qui a été proposé et sur les représentations". Les premières réponses sont en cours d'exploitation.

Résultats de la formation

Le point de vue des organisateurs

"Il y a un bruit de fond régulier de la part de la MILDT (presse, télévision,...) qui fait qu'il n'y a pas de résistances sur les messages du plan triennal".

Selon l'organisatrice, la formation est extrêmement dense ce qui ne laisse "pas assez de place pour les échanges entre participants". L'objectif est donc pour les sessions à venir de modifier le programme (ordre des interventions,...) afin de "laisser du temps aux débats".

Les participants se sont "montrés très demandeurs de méthodologie de projet". A ce sujet, il est envisagé de mettre en place des modules sur la méthodologie cependant la volonté n'est pas de mettre en place des boîtes à outils.

Un intervenant qui traite la question de l'économie des drogues nous explique que selon lui, il n'apprend rien aux participants pour leur contact avec les gens mais apporte une nouvelle entrée sur la thématique. "Je discute du problème de la dépénalisation d'un point de vue macro-économique" en cherchant à maximiser le bien être.

Ce même intervenant note que le faible nombre de participants permet des discussions entre stagiaires et entre stagiaires et intervenants.

Le point de vue des participants

Un participant, médecin conseiller technique à la Direction régionale et départementale de la Jeunesse et des Sports (DRDJS), explique que pour un certain nombre de thèmes, la formation a été une redite même s'il s'agissait pour lui de sa première formation sur ce thème. Cependant, il dit avoir appris sur certains thèmes notamment sur l'économie et la géopolitique de la drogue.

En ce qui concerne, la question du dopage, qui est "essentielle" dans sa profession, ce participant nous explique que son "approche a peut être changé".

Les intervenants ou les participants sont des personnes avec lesquelles il a l'habitude de travailler cependant cette formation a permis de redynamiser les réseaux.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 16 participants en février et mars 2002, 8 personnes ont relevé comme point fort de la formation des façons différentes de voir les choses et 7 comme point faible le fait que la formation n'apporte pas "assez" de solutions à des problèmes concrets. 13 participants nous ont expliqué que la formation les a ouvert à de nouvelles perspectives cependant il est encore difficile d'évaluer les suites de cette formation (projets, réseau professionnel) car celle-ci est encore en cours.

Entretiens

Chef de projet départemental/Directeur départemental DDASS

Collaboratrice du chef de projet : Médecin

Organisatrice : CIRDD

Intervenant : Professeur d'économie internationale

Participant : Médecin conseiller technique à la DRDJS